NPA l'étincelle

Bulletin des hôpitaux de Strasbourg
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

Lundi 12 avril 2021

Des confinements à deux vitesses

Des repas à plusieurs centaines d'euros cuisinés par des chefs étoilés dans des appartements privés recyclés en restaurants clandestins. Voilà comment le gratin de la bourgeoisie passe son confinement. Des patrons, des magistrats, des officiers de police, mais aussi des politiciens, députés, voire des ministres ou anciens ministres, s'invitent à table, sans masque. À l'image de Brice Hortefeux, pris la main dans le sac, qui clame la bonne foi en faisant mine d'avoir cru à la légalité de ces restaurants sélectifs. Nul n'est censé ignorer la loi… sauf les riches et les puissants !

Des excuses pour les riches

Le reportage de M6 sur ces dîners a quand même semé la panique au gouvernement, craignant qu'un des siens ne soit mis en cause. Il peut souffler : aucun n'a été pris sur le fait, et chacun peut prétendre tout ignorer de ces pratiques illégales… tout en affirmant avoir décliné les invitations !

Même mépris au ministère de l'Enseignement supérieur, où des proches de la ministre Frédérique Vidal ont été filmés dansant sans masque à 22 heures dans la cafétéria du ministère. Mais il ne s'agirait pas d'une *« fête »*, seulement d'un *« moment de convivialité »*… Le virus fait donc la différence ? Et la ministre de s'emporter contre la *« société de délation »*. On ne pourrait donc plus jouir librement de ses privilèges !

C'est pourtant la même ministre qui avait justifié la fermeture des universités en janvier par une supposée incapacité des étudiants à respecter les gestes barrières, épinglant *« l'étudiant qui prend un café à la pause, un bonbon qui traîne sur la table »*.

Des flics pour les pauvres

Pendant que la bourgeoisie échappe aux regards dans ses salons retirés, la police multiplie les interventions contre des restaurants servant derrière le rideau dans les quartiers populaires et disperse, parfois violemment, les barbecues organisés en plein air entre voisins, comme à Creil ou à Saint-Denis.

Un an après le début de l'épidémie, les restrictions pèsent de plus en plus lourd. Tout le monde en a ras-le-bol, et à raison. Mais cela pèse d'autant plus pour les classes populaires, qui vivent dans des appartements exigus, sans cour ni jardin, et n'ont droit qu'à aller au boulot en prenant les transports en commun bondés.

Ce sont d'ailleurs les mêmes qui subissent de plein fouet la fermeture des écoles, se retrouvant du jour au lendemain sans solution de garde, sans même parler d'organiser l'école à la maison. Il est plus facile de se payer une nounou quand on a de l'argent.

Et toujours le minimum contre l'épidémie

Cette situation est d'autant plus scandaleuse que des solutions contre l'épidémie existent. Mais la vaccination est encore à la traîne, malgré les grands élans de communication du gouvernement. Et les hôpitaux continuent d'être débordés, en particulier les services de réanimation, qui ont dû encore une fois procéder au tri des malades dans les régions les plus touchées. La saturation des hôpitaux entraîne en prime le report de prise en charge des autres soins, avec tous les risques que cela engendre. C'est comme si rien n'avait changé depuis le premier confinement !

En un an, il y aurait pourtant eu le temps de recruter du personnel, d'ouvrir des lits. C'est tout le contraire qui a été fait, avec la poursuite des coupes budgétaires. Le gouvernement a préféré ignorer les avertissements des soignants. Ses largesses financières et plans de relance sont allés aux grandes entreprises et à leurs actionnaires. La santé et la production de vaccins ont reçu la portion congrue. Résultat : la barre des 100 000 morts du Covid va bientôt être franchie.

Le gouvernement dénonce l'irresponsabilité des jeunes et des classes populaires, tout en fermant les yeux sur les banquets des riches. Mais il est le premier responsable de cette situation qui s'éternise, parce que la priorité a été mise à la sauvegarde des profits contre nos vies. Gageons que cela ne dure pas éternellement. Car le déconfinement de nos colères pourrait aussi prendre un coup d'accélérateur.

Poisson d'avril

Macron a promis l'ouverture de 10 000 lits en réanimation « dans les prochains jours ». Beaucoup de collègues ont réagi avec humour en postant sur les réseaux des vidéos où on les voit pousser les murs de leur service. Tout le monde sait que cette ouverture de 10 000 lits de réanimation est synonyme de déprogrammations, de renoncements, de retards dans la prise en soin de pathologies chroniques, mais aussi de dégradation de nos conditions de travail. « Les efforts supplémentaires » demandés par Macron, ce sont le résultat de la politique du gouvernement et des directions hospitalières qui décident de fermer des lits de réanimation entre deux vagues. Assez de payer les pots cassés !

Faut pas pousser !

Après plusieurs journées de mobilisation, les sages-femmes ne lâchent pas l'affaire ! Elles ont réalisé une vidéo intitulée « Reconnais-moi » disponible sur YouTube. Elles dénoncent à juste titre le manque de reconnaissance de leur profession, les glissements de tâches et la dégradation de leurs conditions de travail. Ce sont des difficultés auxquelles nous sommes toutes et tous confrontés dans le secteur hospitalier, quel que soit notre service ou notre poste. On a beau tout faire pour exercer correctement notre métier, nous n'essuyons que mépris et coupes budgétaires. Pourvu que d'autres vidéos de la sorte fleurissent avec le printemps, et pourquoi pas des mobilisations.

D'« autonomie » à « économie » il n'y a qu'un pas

On appelle « docteurs juniors » les internes en troisième cycle : presque médecins… mais pas tout à fait. Les mêmes responsabilités et les mêmes devoirs qu'un médecin chef, mais le salaire et les horaires d'un interne. Sous couvert d'« autonomie », l'État propose surtout une main-d'œuvre sous-payée et qu'on exploite plus facilement : encore étudiants, donc encore en apprentissage, ils risquent gros à la moindre erreur. La pression pour tout réussir invite à davantage accepter toutes les requêtes. Si déjà en première année les internes se sentent peu accompagnés, on imagine bien ce que doivent ressentir les « docteurs juniors ». L'État fait encore une fois des économies au détriment d'un bon accompagnement des étudiants et de la prise en charge des patients. Ce ne sont pourtant pas les grandes entreprises qui touchent des milliards en cadeau qui font tourner l'hôpital !

Petit contrat, grosses galères

Selon la direction, plus aucune titularisation n'est possible pour les ASH au NHC. Ces derniers se retrouvent donc contraints d'enchaîner les CDD d'un mois et de vivre dans la peur de ne pas le voir renouvelé le mois suivant. La précarité de ces postes rend impossible tout projet d'avenir. Quant à Hautepierre, la direction ne s'est pas gênée pour déléguer le boulot à des sociétés privées comme GSF, où les conditions de travail des agents ne sont guère mieux, voire pires. Cette situation n'est pas acceptable, encore moins en temps de pandémie. Réclamons la titularisation immédiate de tous les agents !

Une politique criminelle !

Au Brésil la situation est catastrophique. Ce sont plus de 4000 morts par jour et, pour le moment, un total de 340 000 victimes liées au Covid. Plus de 92 nouvelles souches du virus ont été détectées, les services de soins intensifs sont débordés et moins de 10 % de la population a reçu une première dose de vaccin. Les files d'attente pour des aides alimentaires s'allongent et la misère qui règne déjà dans les favelas n'en finit pas de s'étendre. Bolsonaro continue de s'opposer aux mesures sanitaires de confinement prises par les autorités locales. Sa priorité : le « Brésil doit retourner au travail », y compris sans protection ! Cette politique criminelle en fait bien le principal responsable de la situation.

Fin de l'ENA : changer pour que rien ne change

Macron a annoncé la suppression de l'ENA. Il s'agirait, prétend-il, de « réconcilier nos concitoyens avec le sommet de l'État ». La bonne blague ! Car le grand patronat aura toujours besoin d'écoles, quel que soit leur nom, pour former ses serviteurs à l'administration de l'État. Et ces commis de la bourgeoisie resteront à l'image de leurs maîtres : arrogants, méprisants et viscéralement hostiles à la population laborieuse. Jusqu'à ce que la révolution les chasse tous et bâtisse le pouvoir des travailleurs !

Renault : touche pas à nos postes !

La mobilisation grandit chez Renault contre les suppressions de postes qui frappent les salariés, les prestataires et les travailleurs d'entreprises sous-traitantes. Plusieurs fonderies sont menacées par le désinvestissement des constructeurs, tandis que dans l'ingénierie, la direction tente d'accélérer les réductions d'effectif en externalisant de force des salariés.

Les réactions s'enchaînent dans les usines sous-traitantes et dans la R&D : jeudi 8 avril, 300 salariés venus de plusieurs sites franciliens et de la fonderie MBF de Saint-Claude (dans le Jura) ont manifesté devant le siège, à Boulogne, pour dire non à la casse sociale. Un rassemblement réussi… qui en appelle d'autres !